

L'éternelle diviseuse Le Pen sous pression

écrit par Karl Klaus | 31 mars 2025



Le choix stratégique de Marine Le Pen consistant à se distancer en permanence de ses propres alliés suscite de plus en plus de critiques, tant à l'international qu'au sein même de son parti. En cherchant à se rapprocher de l'establishment, la Française se retrouve de plus en plus marginalisée politiquement. Dans l'espoir de plaire aux médias de gauche, elle n'a cessé de sacrifier ses compagnons de route : son propre père, l'AfD, le

mouvement MAGA... Un nombre croissant de figures de droite remettent en question son leadership, car sa stratégie de « dédiabolisation » n'apporte pas le succès escompté.

De la « dédiabolisation » à la diabolisation

Pour Marine Le Pen, la prise de distance avec la droite semble être une priorité absolue. La « dédiabolisation » de son parti a commencé avec l'éviction de son propre père du Front National. L'œuvre de toute une vie de Jean-Marie Le Pen a été dénaturée, et le parti a été rebaptisé « Rassemblement National ». Ce changement de nom a également marqué un virage politique vers la gauche.

Les patriotes identitaires ont été écartés. Toute mention du « Grand Remplacement » interdite. Les revendications de remigration ? Tabou. Résultat : une fragmentation des forces de droite et l'émergence d'Éric Zemmour. Son parti « Reconquête » a recueilli 7,07 % des voix dès sa première participation aux élections en 2022, bénéficiant d'un soutien médiatique notable. Un score qui a contribué à la défaite de Le Pen.

Scandale à la CPAC : le repli au lieu de l'union

Cette attitude frileuse conduit à des situations absurdes sur la scène internationale, comme en début d'année à Washington. La stupeur a été générale lorsque Jordan **Bardella a accusé Steve Bannon,** chef stratégique du mouvement MAGA et ancien conseiller de Donald Trump, d'avoir fait un salut hitlérien. Il a ensuite quitté la CPAC en signe de protestation contre ces « dérives d'extrême droite ».

Or, Bardella devait prendre la parole le lendemain lors de cette conférence – un privilège rare pour un invité étranger. La CPAC avait été inaugurée par le vice-président des États-Unis, JD Vance, et clôturée par Donald Trump en personne. **La présence d'un représentant**

du groupe *Patriotes pour l'Europe* (en anglais : Patriots for Europ) du Parlement européen était une opportunité durement acquise, notamment grâce aux investissements de Viktor Orbán, qui a injecté plusieurs millions de dollars pour donner une dimension européenne à l'événement.

Avant son départ, Bardella avait soumis son intention de partir lors d'une discussion interne dans le groupe PATRIOTS. **Presque tous s'y étaient opposés, notamment les Hongrois et les Tchèques, visiblement consternés.** Seuls les Français avaient soutenu cette initiative – prétendument sur « ordre de Paris ».

« Indigne ! » s'insurgeaient certains. De nombreux Américains restaient perplexes : pourquoi Bardella offrait-il sur un plateau aux médias de gauche une occasion de diaboliser la CPAC comme un rassemblement d'extrême droite ? Steve Bannon a réagi en qualifiant Bardella de « petit garçon, et non un homme », indigne de diriger la France. **Mais Bardella n'a pas agi de son propre chef : il a obéi à un appel de Marine Le Pen.**

Pendant que Giorgia Meloni, Javier Milei, Nigel Farage et Robert Fico s'affichaient ensemble à la CPAC pour dénoncer l'idéologie woke, la théorie du genre et l'immigration massive, les députés du Rassemblement National étaient absents.

Rupture bruxelloise : Le Pen persiste et signe

Mais la politique de division de Le Pen ne s'arrête pas là. L'affaire de la CPAC n'en est qu'un exemple parmi d'autres. Bien avant cela, elle avait rompu avec l'AfD par crainte d'une mauvaise presse de gauche en France.

Elle avait d'abord publiquement humilié Alice Weidel, la présidente de l'AfD, en pleine campagne électorale allemande, avant de poursuivre son œuvre de division à Bruxelles. Elle a saisi certaines déclarations du candidat de l'AfD aux élections européennes, Maximilian

Krah, comme prétexte pour rompre définitivement avec le parti allemand. Après l'intense agitation des Français contre l'AfD, le groupe Identité et Démocratie (ID) a éclaté.

Privé de l'AfD, ID est devenu « Patriots for Europe » (PfE). De son côté, l'AfD a fondé un nouveau groupe, « Europe des Nations Souveraines » (ESN). Des sources internes rapportent que, même sans l'AfD, « **il est impossible de faire quoi que ce soit avec les Français** ». La « distancirite » de Le Pen continuerait d'empoisonner la coopération interne du groupe.

Ainsi, les députés du RN ont récemment voté en faveur de la levée de l'immunité parlementaire de l'élu de l'AfD, Petr Bystron, accusé dans le cadre d'une procédure manifestement politique d'avoir fait un salut hitlérien... alors que la photo en question montre Angela Merkel en train de saluer. **Une fois de plus, Le Pen a préféré céder aux réflexes médiatiques de la gauche plutôt que de défendre ses alliés persécutés.**

Qui se distancie finit par perdre

Avec les récents succès électoraux de l'AfD, le nombre de critiques à l'encontre de Le Pen ne cesse de croître. Même ses partisans les plus loyaux estiment qu'**il est stratégiquement absurde de s'attaquer au deuxième parti d'Allemagne, qui bénéficie du soutien explicite de Donald Trump.**

Qui se laisse constamment définir par le mainstream finit lui-même par devenir un marginal. Malgré toutes ses tentatives de « dédiabolisation », Marine Le Pen et le Rassemblement National restent les cibles privilégiées du système et des médias dominants.

Elle devra d'ailleurs faire face au résultat de son procès le 31 mars, qui pourrait déboucher sur une interdiction d'exercer un mandat public. Si cela devait arriver, ce serait la preuve ultime que sa stratégie de

distanciation ne profite qu'à ses adversaires – qui, eux, en usent sans scrupules.

Karl Klaus